

DÉCEMBRE 2007 - n°62

Dans le cadre de son programme **Médias pluralistes pour la paix et la démocratie en Afrique centrale**, l'Institut Panos Paris (IPP) publie depuis juillet 2002, **Africentr@lemédias**, une lettre d'information sur l'actualité du pluralisme des médias en Afrique Centrale. Après trois ans et demi d'existence, **Africentr@lemédias**, votre rendez-vous mensuel sur l'actualité des médias d'Afrique centrale **se modernise** et vous propose de **nouvelles rubriques**.

Sommaire

1. Nouveautés

- > Burundi: *Radio Salama*, dernière née à Bujumbura
- > Cameroun : la *Princesse* des kiosques
- > Centrafrique : *Libérationplus*, un nouveau quotidien
- > Centrafrique : Un nouveau *Regard* hebdomadaire
- > Centrafrique : *Sese ti mo* reparaît après 6 mois d'absence
- > RDC: *Mulangane* relaie les journaux de *Radio Maendeleo*

2. Focus

- > Les journalistes et le coupage

3. Vie des médias

- > Burundi : Rencontres pour la Paix des journalistes Est-africains
- > Burundi : Atelier de perfectionnement à l'antenne à Bujumbura
- > Cameroun : *New TV* sous scellés
- > Cameroun : La *CRTV* contre-attaque devant la barre
- > Cameroun : Les radios privées évaluent leurs performances
- > Centrafrique : Les journalistes du Rejocap prônent l'approche genre
- > Centrafrique : Gestion éditoriale et PAO au service des rédactions
- > Gabon : La presse écrite privée dans le collimateur du CNC
- > RDC : Les correspondants de SGL affinent leurs techniques de reportage
- > RDC: Le Rateco forme au journalisme d'investigation
- > RDC: Les médias de Kananga sous ultimatum
- > RDC: De nouvelles radios sélectionnées dans le cadre de l'Informorac
- > Rwanda : La journaliste Tatiana Mukakibibi enfin libérée

4. @ découvrir, à lire

- > www.congoblog.net : Prix du meilleur blog francophone
- > Les médias sur le métier

5. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

- > Rwanda : Atelier de formation sur les maladies émergentes
- > RDC : Atelier d'élaboration du plan triennal de la FRPC
- > RDC : Formation in situ en gestion des entreprises de presse et organisation de la rédaction auprès de six radios de la RDC, membres des **P A R I** ☆
- > RDC : Renforcement des **P A R I** ☆

1. Nouveautés

> Burundi: *Radio Salama*, dernière née à Bujumbura

Radio Salama, « *Que la Paix soit avec vous* » en swahili, émet sur le 92.3 MHz depuis le mois d'octobre 2007, sur autorisation du Conseil national de la communication (CNC) et de l'agence de régulation et de contrôle de la qualité qui attribue les fréquences. Les deux autorisations avaient été accordées en novembre 2006 à M. Mohamed Rukara, représentant légal de l'Alliance islamique du Burundi, une association musulmane dont dépend *Radio Salama*. Cette dernière se définit comme la radio de la réconciliation nationale après 14 ans de guerre fratricide entre Hutu et Tutsi du Burundi. Ses émissions sont centrées sur « *l'enseignement de la sagesse, du respect des institutions et de l'amour du prochain* ». *Radio Salama* évite de prendre position dans le débat politique, afin de rassembler le plus grand nombre possible d'auditeurs de différentes sensibilités politiques et ethniques. Elle couvre actuellement Bujumbura et ses banlieues, mais les habitants des localités des provinces environnantes comme Bubanza captent également ses émissions.

/ ET / IPP /

> Cameroun : *La Princesse des kiosques*

Le mensuel d'informations générales *Princesse Magazine* a fait son apparition dans les kiosques au début du mois de novembre. Dirigé par Blandine S. Mboukeng Tsolefack, ancienne journaliste du *Messenger* qui gère désormais une rédaction composée à 80 % de femmes, ce magazine de 16 pages paraissant à Yaoundé se veut, selon ses propres mots, « *une vitrine qui montre le savoir-faire, l'audace et l'ingéniosité de nos compatriotes* », hommes et femmes. Prix : 300 Fcfa (0,45 euros).

Contact

Courriel : princessemag@yahoo.fr

/ JC / IPP /

> Centrafrique : *Libérationplus*, un nouveau quotidien

La naissance le 9 novembre 2007 de *Libérationplus*, un quotidien d'information générale, porte à huit le nombre des quotidiens du pays œuvrant dans un environnement socio-économique très précaire.

Libérationplus ambitionne également d'exister sur le net. Son directeur de publication, Salomon Kobo, encore peu connu du paysage médiatique centrafricain, voudrait ainsi « *relever le défi d'ouverture de la presse centrafricaine au monde* ». *Libérationplus* tire à 700 exemplaires et est vendu à 300 francs Cfa (0,45 euros) l'exemplaire.

Contact :

Tél. : (+236) 750 52 993

Courriel : liberationplus@yahoo.fr

/ JY / IPP /

> Centrafrique : *Un nouveau Regard* hebdomadaire

Un nouvel hebdomadaire d'information générale, *Le Regard*, de 12 pages est paru dans les kiosques le mercredi 21 novembre 2007. Pour l'heure, *Le Regard* respecte le rythme fixé de sa parution et emploie cinq journalistes. A l'instar des autres journaux indépendants centrafricains, il est imprimé en format A3 et tiré à 500 exemplaires, vendus à 300 francs Cfa (0,45 euro) pièce.

Contact

Tél. : (+236) 750 33 227 / 09 84 259

/ JY / IPP /

> Centrafrique : *Sese ti mo* reparaît après 6 mois d'absence

Confronté à des difficultés financières, l'hebdomadaire *Sese ti mo*, unique journal gouvernemental, absent des kiosques depuis six mois, reparaît depuis le 6 décembre 2007. Avec un premier numéro dédié à la fête du 1^{er} décembre, date anniversaire de la proclamation de la République centrafricaine, l'hebdomadaire consacre certaines de ses colonnes au réchauffement des relations entre la RCA et les Institutions financières internationales notamment le Fonds monétaire internationale (FMI), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Bad).

Sese ti mo est publié par le ministère de la communication et coordonné par le journaliste Guy Tampon. A la différence de *Ele songo* et du *Forum de l'Unité*, quotidiens gouvernementaux ayant servis les deux précédents régimes, *Sese ti mo* souffre de nombreuses difficultés dont le manque des moyens financiers et l'absence d'un siège.

Contact

Tél : (+236) 61 27 66

Courriel : info@sese-ti-mo.info

/ JY / IPP /

> RDC: *Mulangane* relaie les journaux de *Radio Maendeleo*

La *Radio Télévision Mulangane (Rtm)* de Walungu relaie, depuis le 3 décembre 2007, les huit journaux parlés quotidiens de *Radio Maendeleo* de Bukavu au Sud-Kivu. Quatre de ces éditions sont diffusées le matin (en français à 6h15 et 7h50 ainsi qu'en swahili à 6h30 et 8h00), deux à la mi-journée (en français à 13h05 et en swahili à 13h20), et deux dans la soirée (en français à 18h15 et en swahili à 18h30).

Rtm diffuse sur la fréquence modulée 104,4 Mhz grâce à un émetteur de 10 W. Elle entame son antenne journalière par des communiqués, à 6h00, et diffuse les informations locales à 19h00, pour enchaîner sur des programmes éducatifs et culturels jusqu'à 22h00. Elle utilise des animateurs des clubs d'écoute ou radio-clubs formés par *Radio Maendeleo*. *Rtm* a repris de la voix le 13 juin dernier après onze années de silence.

Contact

Bercky Ntanama, directeur

Tél. : (+243) 994 161 597 et (+243) 853 708 800

Courriel : rtvmulangane@yahoo.fr

/ DM / IPP /

2. Focus

> Les journalistes et le coupage

« Enveloppes grises », « gombo », « coupage »... Les termes diffèrent pour désigner une même réalité qui gangrène les médias de nombreux pays : des journalistes sont payés par des personnes ou institutions qui veulent faire parler d'elles. Le constat est connu. Mais y a-t-il moyen d'y remédier ? Petite réflexion de début d'année, à l'heure des bonnes résolutions...

Par où commencer pour résoudre le problème de la corruption de journalistes ? Tous les interlocuteurs interrogés donnent une même réponse : par la constitution d'entreprises de presse viables. « *Il faut commencer par créer des entreprises de presse rentables, qui puissent conclure des conventions de travail avec les professionnels des médias. Un professionnel bien rémunéré respecte les règles déontologiques et éthiques* », affirme Modeste Mutinga, ancien président de la Haute autorité des médias, en RDC. « *Il faut partir des problèmes économiques. Construire des entreprises viables capables de recruter des journalistes avec de bons salaires* », confirme Pius Njawe, éditeur du quotidien *Le Messenger*, au Cameroun. « *Le problème ne peut être pris que par le biais du développement économique d'entreprises de presse et donc de leur capacité à payer des salaires suffisants. Le coupage n'existe pas, ou peu, là où les journalistes sont bien rémunérés* », ajoute Marie-Soleil Frère, chercheuse à l'Université Libre de Bruxelles (Belgique).

Godefroid Bwiti Lumisa, directeur de l'agence de presse InterCongo Média, à Kinshasa, nuance : « *il y a une part de mauvaise foi des entreprises, parce qu'elles ne sont pas toutes dépourvues de moyens, et avec un minimum de bonne volonté, elles pourraient donner de meilleures conditions de travail aux journalistes.* » Il est partiellement rejoint par Marie-Soleil Frère, pour qui « *tous les médias n'ont pas la capacité financière de payer correctement, mais certains se complaisent dans un discours de plainte qui les arrange bien. Ainsi, lorsqu'une éditrice dit à ses journalistes qu'elle ne paie pas de salaire, mais qu'elle leur offre de l'espace rédactionnel à "valoriser"* ».

Et de citer en exemple des tentatives comme l'élaboration d'une convention collective pour la presse écrite privée tchadienne, prévoyant un salaire minimum, insuffisant, certes, mais qui a au moins fait réfléchir les éditeurs « *à l'importance de fidéliser les ressources humaines, de les mettre dans des situations où elles sont plus à l'aise pour résister aux pouvoirs* », selon Marie-Soleil Frère. Godefroid Bwiti précise qu'en RDC, « *certaines pourraient y arriver, et ont d'ailleurs déjà fait des efforts dans ce sens. Il est de l'intérêt des entreprises d'avoir des journalistes travaillant dans de bonnes conditions.* » D'ailleurs, ajoute Marie-Soleil Frère, « *je suis certaine que les articles qui sentent le coupage n'intéressent pas le lectorat, alors des médias de qualité se constituent un public.* » Il serait donc de l'intérêt des entreprises de presse de parier sur le long terme, en visant une qualité rédactionnelle qui augmenterait leur audience, donc leurs recettes.

Fort bien. Mais il n'empêche que, si cette analyse paraît exacte en fonction des réalités pragmatiques du métier de journaliste en Afrique centrale, elle laisse sur sa faim celui qui prend un peu de recul – et garde un soupçon d'idéal. Car l'existence du coupage et autre gombo procède d'un cercle vicieux où chacun des trois acteurs en jeu est à la fois cause et victime du système. Les médias, parce qu'ils sont dépourvus de moyens et « incitent » donc leurs journalistes à se laisser « couper ». Les journalistes qui, contraints par la nécessité, acceptent voire provoquent les dessous de table. Et enfin les organismes en tout genre qui, pour qu'on parle d'eux, payent les professionnels des médias, entretenant ainsi, consciemment ou non, un système qui table cyniquement sur l'incapacité de résistance des autres acteurs.

Pour Modeste Mutinga, « *ceux qui donnent le coupage sont demandeurs de communication, c'est incontournable pour eux. Ils ont affaire à des journalistes qui doivent manger grâce à leur plume et qui, donc, faute de mieux, se soumettent. Donc ils payent.* » Incontournable ? Vraiment ? A court terme peut-être, mais n'est-ce pas aussi une bonne excuse ? Surtout quand ce sont les mêmes organismes qui critiquent la vénalité des médias, et qui par ailleurs entretiennent celle-ci. Pourtant, nos interlocuteurs estiment qu'il y a un peu d'espoir de changement par le biais de ces « corrupteurs ». Avec des nuances, toutefois : « *Il doit être possible de sensibiliser certaines structures qui payent, surtout celles qui ont des pratiques paradoxales et critiquent les médias tout en les payant* », estime Marie-Soleil Frère.

Restent alors les journalistes eux-mêmes, qui ont parfois beau jeu de se présenter en victimes. « *Les journalistes disent qu'ils veulent se sortir de ce système. Ils sont bien conscients que ce n'est pas très noble, constate Godefroid Bwiti. Ils savent que dans les activités 'coupées', ils sont humainement tout petits face à ceux qui les achètent. Même s'il y a aussi des moutons noirs, qui ignorent qu'il s'agit de pratiques peu recommandables, ou qui s'en fichent.* » « *On ne peut exiger d'un journaliste d'être insensible au coupage s'il n'a pas de salaire correct* », affirme Marie-Soleil Frère.

Cet enjeu-là n'est d'ailleurs spécifique ni à l'Afrique centrale, ni à l'Afrique tout court. Dans les pays dits développés aussi, où des journalistes sont aussi de plus en plus sous-payés, des pratiques semblables existent, notamment lorsque des reportages sont offerts à des journalistes par des offices de tourisme, des ONG, des responsables politiques, des institutions

internationales. Certaines de ces pratiques prêtent peu à conséquence, comme le fait de prévoir un rafraîchissement à la fin d'une conférence de presse. « *Tout n'est pas condamnable*, précise Marie-Soleil Frère. *Cela devient non déontologique quand le contenu de ce qui est publié change sous la pression de l'argent. Quel que soit le montant, le degré d'immoralité provient de l'achat de conscience.* »

Alors, on se résigne ? Et on envoie aux oubliettes les codes de déontologie qui interdisent de soumettre sa plume à un paiement quelconque ? L'éthique ne serait-elle qu'un luxe de riche ? Les pragmatiques répondront par l'affirmative. Les idéalistes garderont quelque part dans un coin de leur tête la conviction que si personne ne fait le premier pas, rien ne changera jamais.

/ AL / INFOSUD /

3. Vie des médias

> Burundi : Rencontres pour la Paix des journalistes Est-africains

Suite à son admission l'année dernière au sein de la communauté est-africaine, regroupant déjà le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya, le Burundi a accueilli les responsables des radios et télévisions de ces cinq pays.

La rencontre, qui a eu lieu les 28, 29 et 30 novembre 2007, avait pour objectif la mise sur pied de l'Association des radiodiffuseurs des pays de l'Afrique de l'Est. Il s'agissait plus concrètement d'un échange d'informations afin que les radios et les télévisions des cinq pays participent à la médiatisation de sujets tels que la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité de cet ensemble sous-régional.

La rencontre de Bujumbura était la deuxième du genre entre les cinq pays à la suite de celle tenue à Kigali au mois de juillet 2007.

/ ET / IPP /

> Burundi : Atelier de perfectionnement à l'antenne à Bujumbura

Un atelier sur le perfectionnement à l'antenne s'est déroulé du 9 au 24 novembre 2007 à Bujumbura, avec pour formatrice principale Bérénice Balta, journaliste à *Radio France internationale (RFI)*. A l'initiative de l'ambassade de France au Kenya et avec le partenariat de *RFI* ainsi que du centre culturel français de Bujumbura, cette formation a bénéficié, durant la première semaine, à trois journalistes burundais, deux journalistes kenyans, et quatre autres professionnels venus du Soudan, de Djibouti, d'Ethiopie et d'Ouganda. Trois journalistes burundais ainsi qu'un éthiopien se sont joints à ce groupe lors de la deuxième semaine.

La formation portait sur la rédaction de billets, la construction des interviews, la réalisation des magazines et des reportages. Sur le plan de la méthodologie, les cours théoriques se déroulaient le matin, au siège de l'Agence de la francophonie. Les exercices pratiques avaient lieu dans les enceintes de la radio-télévision nationale. Les journalistes qui ont participé à cet atelier, issus du secteur public comme privé, ont affirmé avoir reçu un bagage supplémentaire et de nouveaux acquis qui leur permettront de mieux exercer leur profession.

/ ET / IPP /

> Cameroun : New TV sous scellés

Le vendredi 2 novembre dernier, des scellés étaient apposés sur les portes de *New Tv*, la dernière-née des chaînes de télévision camerounaises, par une équipe emmenée par le sous-préfet de l'arrondissement de Yaoundé 1^{er}, Jean-Claude Tsila. « *Nous sommes là pour exécuter une décision du ministre de la Communication (MINCOM) qui a relevé que la chaîne de télévision New TV émettait sans l'autorisation légale préalable prévue par la réglementation* », expliquait le sous-préfet. Les responsables se sont également vu reprocher le fait d'avoir ignoré les sommations leur demandant de cesser d'émettre, qui leur avaient été adressées précédemment. *New TV* ne dispose pas de la licence requise. Cependant, comme le fait remarquer Mélanie Lemo, régisseur général de la chaîne, la quasi-totalité des médias audiovisuels privés au Cameroun n'ont pas de licence d'exploitation. Ils n'émettent en effet que sur la base de l'avis favorable reçu après le dépôt de leur dossier auprès du MINCOM, ce que les responsables de *New TV* disent avoir bel et bien reçu, le 10 octobre 2006, après avoir déposé un dossier de demande d'ouverture au ministère de la communication le 23 août 2005.

/ JC / IPP /

> Cameroun : La CRTV contre-attaque devant la barre

Le 30 octobre 2007, la radiotélévision d'Etat *Cameroon Radio Television (CRTV)* comparait devant le tribunal de Genève, en Suisse, dans le cadre du différend qui l'oppose depuis septembre 2002 à la société *Globe Cast France Sas*, et qui porte sur la rupture unilatérale par la *CRTV* le 19 septembre 2002 du contrat qui la liait à la filiale de France Télécom et qui portait sur la diffusion des programmes audiovisuels numériques de la *CRTV* sur l'Afrique.

Globe Cast France Sas réclame en guise de réparation la somme de 320 millions de Fcfa (487 842 euros). La *CRTV* justifie cette rupture de contrat par le fait que *Globe cast* a modifié les caractéristiques techniques des satellites de contribution et de diffusion des programmes de la *CRTV*, pourtant déterminées précisément dans les clauses du contrat, et réclame quelque 419 millions de Fcfa (638 761 euros) au titre de dommages et intérêts.

L'audience du 30 octobre dernier avait essentiellement pour but d'organiser la suite de la procédure dont la prochaine audience est programmée pour le mois de janvier 2008.

/ JC / IPP /

> Centrafrique : Les radios privées évaluent leurs performances

Du 19 au 29 novembre 2007, les représentants des radios privées étaient réunis à l'occasion d'un atelier de formation à la programmation radiophonique. Un des objectifs de l'atelier était de parvenir à recueillir les avis des auditeurs sur les programmes afin d'envisager l'évolution des grilles de programmes et d'orienter en ce sens les actions futures à mener. Cet atelier était organisé par la Fondation Hirondelle, en collaboration avec l'Ambassade de France en Centrafrique. Les participants ont sillonné les quartiers de Bangui afin de recueillir l'opinion de la population sur les émissions diffusées par les stations de radios. Le rapport de 12 pages établi après les enquêtes participatives souligne une nette démarcation entre les différentes stations radios de Centrafrique généralement marquées par un immobilisme des grilles de programme et une carence en personnel qualifié... Tandis que la radio nationale et la station privée *Ndeke Luka*, de la Fondation Hirondelle, sont admirées pour la qualité de leur information, les stations confessionnelles, elles, assurent leur succès via les émissions religieuses, très prisées des auditeurs.

Comme solution aux problèmes identifiés, les participants ont recommandé au gouvernement centrafricain ainsi qu'aux partenaires un appui multiforme aux radios pour une meilleure participation au développement, entre autre le renforcement des installations techniques afin de garantir un plus grand confort d'écoute.

/ JY / IPP /

> Centrafrique : Les journalistes du Rejocap prônent l'approche genre

Les professionnels des médias, membres du Réseau des journalistes centrafricains en population, genre et développement (Rejocap) ont pris part à un atelier de formation sur le thème « *le rôle de l'homme et de la femme en tant qu'acteurs de développement et de reproduction de valeurs et en tant que décideurs* ». Ces assises, financées par le Fnuap, le fonds des nations unies pour la population, se sont déroulées du 19 au 23 novembre 2007 à Bangui. Elles ont permis aux participants d'identifier les différentes formes de violence entre les sexes et de se familiariser avec les grilles d'analyse de la question du genre. Avec ces nouveaux outils, les communicateurs centrafricains ont compris que la violence, phénomène ancré dans les mœurs, peut prendre des formes multiples, telles que le viol, la stérilisation forcée, l'agression verbale ou physique.

M. Antoine Banga, directeur de cabinet au ministère des affaires sociales, l'un des animateurs de cet atelier, a demandé aux journalistes des médias public et privé de faire preuve d'équité dans le traitement des informations sur le genre, « *de vérifier s'il y a un accès égal des deux sexes aux ressources, à leur contrôle et au bénéfice qui peut en être retiré* ». Satisfaits, les journalistes ont promis, entre autres, de soutenir les actions du Fnuap et du gouvernement centrafricain dans la lutte en faveur de la promotion de l'équité entre l'homme et la femme, gage de développement.

/ JY / IPP /

> Centrafrique : Gestion éditoriale et PAO au service des rédactions

Des maquettistes, rédacteurs en chef et secrétaires de rédaction des journaux centrafricains ont pris part à un séminaire de formation en gestion éditoriale et en publication assistée par ordinateur (Pao), organisé par l'Union des journalistes de Centrafrique (Ujca) en partenariat avec l'Unesco et la coopération française. Les travaux, qui se sont déroulés du 12 au 29 novembre 2007, ont porté sur la réalisation d'une maquette, la mise en page, la hiérarchisation des articles et le rubricage, et la gestion des ressources humaines au sein d'une rédaction.

Ces différents sujets avaient été définis au départ d'un constat : les journaux centrafricains, qui utilisent le format A3, sont souvent mal présentés. Macka Gbossokoto, le Président de l'Ujca, a pointé de nombreux problèmes de forme, qui ont directement un impact sur le fond des articles et leur lisibilité : « *la surcharge des Unes, le manque de lisibilité des articles le plus souvent touffus, sans relance par les intertitres, le manque d'aération et de rythme dans les pages, etc.* ».

Une occasion pour les participants d'appréhender plus concrètement ce qui constituent les fonctions de rédacteur en chef et de maquettiste, et l'importance de l'emploi de chartes éditoriale et graphique de publication, indispensables au montage des journaux. Pour Karim Bernard, l'un des formateurs, qui qualifie ces chartes de « *bible pour la presse* », rédacteur en chef et maquettiste « *doivent gérer, de manière consensuelle et planifiée, la rédaction d'un organe de presse* ».

/ JY / IPP /

> Gabon : La presse écrite privée dans le collimateur du CNC

Le Conseil national de la communication (CNC), l'organe de régulation des médias au Gabon, a demandé le 10 décembre dernier aux responsables de la presse écrite privée de se constituer en véritable entreprise de presse dotée d'une personnalité juridique et commerciale.

Selon le CNC, à l'exception de la reconnaissance juridique, c'est-à-dire la déclaration de parution obtenue auprès des ministères de la Communication, de l'Intérieur et du procureur de la République, ces journaux n'ont pas d'agrément de commerce et ne sont donc pas repris au registre du commerce.

« *Actuellement, ces journaux exercent dans l'illégalité. Ils ne paient pas d'impôt, leurs employés ne sont pas déclarés et ne bénéficient donc pas d'une protection sociale comme le prévoit la législation gabonaise* », a affirmé le président du CNC, François Engongah Owono. « *Le CNC ne peut pas exiger de nous que nous nous constituions en entreprise alors que nous n'avons pas les moyens financiers nécessaires pour le faire* », a réfuté l'éditorialiste du bimensuel *Nku'u le Messenger*, Norbert Ngoua Mezui. Il a également dénoncé le fait que le quotidien *l'Union*, proche du gouvernement, bénéficiait des largesses du pouvoir qui lui octroyait la quasi-totalité du marché publicitaire.

La mise en garde du CNC intervient au moment où les journaux doivent percevoir les 500 millions de Fcfa (762 245,09 €) alloués annuellement par le gouvernement à la presse écrite privée. Selon plusieurs responsables de journaux, cette injonction du CNC est une manière de vouloir écarter certains titres pour qu'ils ne perçoivent pas cette aide.

/ IM / IPP /

> RDC : Les correspondants de SGL affinent leurs techniques de reportage

Lors d'un atelier qui s'est tenu à Kinshasa du 7 au 13 novembre, l'agence *Syfia Grands Lacs* (SGL) a réuni vingt-deux de ses correspondants les plus expérimentés venus du Rwanda, du Burundi et des différentes provinces de la RDC afin d'affiner leurs techniques de reportage, un genre journalistique souvent difficile à maîtriser.

La session a débuté par une lecture critique de différents reportages réalisés par les correspondants en vue de la tenue de cet atelier. Le but de ce dernier était de donner les outils aux correspondants qui leur permettent de mieux préparer leur reportage, de cerner l'angle des papiers et ainsi mieux décrire et faire sentir les réalités qu'ils observent à des lecteurs d'autres pays ou d'autres régions. Après divers exercices en atelier, les correspondants ont sillonné la ville de Kinshasa par petits groupes, accompagnés d'un formateur, afin de travailler sur des sujets concrets de reportages. Certains reportages sur les inondations à Kinshasa, l'accès aux soins de santé ou le commerce d'eau pure ont ainsi été co-écrits et diffusés dans le menu hebdomadaire, sur le site et dans le bulletin bimensuel de l'agence SGL. Les participants ont aussi suivi, du 14 au 17 novembre, une formation sur la diffusion et la distribution des bulletins SGL ainsi que sur la création et la gestion des structures.

En savoir plus :

www.syfia-grands-lacs.info

/ DM / IPP /

> RDC: Le Rateco forme au journalisme d'investigation

Du 19 au 21 décembre 2007, à Bukavu, le Réseau des radios et télévisions communautaires de l'est de la RDC (Rateco) a formé au journalisme d'investigation dix professionnels des stations membres de ce réseau venus des provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Maniema et Orientale.

Kizito Mushizi, le coordinateur du Rateco et directeur de *Radio Maendeleo* et Kamengele Omba, le chef des programmes et informations de cette même station étaient les responsables et animateurs de cette formation. « *Les enquêtes judiciaires recherchent les auteurs d'une infraction pour les sanctionner, tandis que les investigations des journalistes cherchent à comprendre les causes des faits sociaux* », a insisté Kizito Mushizi. Les participants se sont également exercés au recueil des informations via la recherche sur le net dans le cyber café de *Radio Maendeleo*. L'organisation hollandaise *Netherlands institute for Southern Africa* (Niza) a financé cet atelier de formation.

Contact

Kizito Mushizi, coordinateur du Rateco et directeur de *Radio Maendeleo*

Tél. : (+243) 997 708 810, (+243) 815 196 863

Courriel : kizmush@yahoo.fr

/ DM / IPP /

> RDC : Les médias de Kananga sous ultimatum

L'ultimatum lancé aux organes de presse audiovisuelle de Kananga depuis le mois d'octobre dernier par le Ministre provincial en charge de l'information, de la presse et de la communication, expire le 31 décembre 2007. Selon le ministère, seule la radio *Etoile étincelante du matin* de l'Eglise orthodoxe sur les huit chaînes de radios et télévision qui fonctionnent à Kananga, est en règle vis-à-vis de la loi, qui stipule que les médias doivent détenir une licence d'exploitation. Les frais pour ce faire s'élèvent à 10.000 dollars (6.800 euros), une somme jugée trop élevée par les entreprises de presse, qui déclarent ne pas générer de recettes à la hauteur des frais requis. Le gouvernement compte pourtant sur la récolte de ces sommes pour financer son plan d'action. Les sept radios et télévisions sont ainsi sommées de s'acquitter de leurs charges administratives et fiscales, faute d'être fermées.

/ IM / IPP

> RDC: De nouvelles radios sélectionnées dans le cadre de l'Informorac

Le centre de formation de la radio nationale hollandaise (RNTC, Hilversum) dans le cadre du programme Informorac, Initiative de Formation Mobile en Radio Communautaire a commencé ses activités en RDC depuis le mois de septembre 2007. Au départ, sept radios avaient été retenues pour bénéficier de l'appui en matériel et en formation. Mais, le 17 décembre, une nouvelle liste de radios fut rendue publique.

Pour l'équipement complet et la formation il s'agit de : *Radio Muinda* de Kimpese, *Radio Communautaire de Kinzau Mvuete* et la *Radio Communautaire Nzola Kanda*. Trois autres radios dont le matériel a été jugé en bon état et suffisant par les consultants, bénéficieront uniquement de l'appui en formation, à savoir : *Radio Télé Diocésaine Nguizani*, *Radio Kukiele* (Matadi) et *Radio Ntetembo'eto* (Kisantu).

Contact

Michel Aveledi, Coordonnateur

Courriel: michel_aveledi@yahoo.fr

Site: www.informorac.org

> Rwanda : La journaliste Tatiana Mukakibibi enfin libérée

Tatiana Mukakibibi, 42 ans, ancienne animatrice et productrice de programmes à la station publique *Radio Rwanda*, a été acquittée le 6 novembre 2007 et libérée après onze ans de détention préventive. Le tribunal de la justice populaire "Gacaca" du secteur de Kimegeri (province du Sud) l'a ainsi reconnue innocente des chefs d'inculpation de génocide qui pesaient sur elle : la planification et la participation au génocide, ainsi que la distribution d'armes dans le secteur de Kimegeri, entre avril et juillet 1994. La journaliste n'avait cessé de clamer son innocence en affirmant qu'il s'agissait d'un coup monté. Elle a toujours été soutenue par *Reporters sans frontières*.

/ VN / IPP /

4. @ découvrir, à lire

@ découvrir

> **www.congoblog.net : Prix du meilleur blog francophone**

Le 15 novembre dernier, Congoblog.net (anciennement <http://cedric.uing.net>), le carnet de notes sur l'actualité congolaise que Cédric Kalonji, jeune journaliste congolais animateur sur les ondes de Radio Okapi, recevait le prix du meilleur blog en français lors des BOB's Awards, concours international de blogs organisé par la Deutsche Welle (une entreprise médiatique, ndlr) à Berlin. En direct de Kinshasa, Cédric Kalonji blogue depuis 2005 et est aujourd'hui l'un des blogueurs les plus populaires de RDC, en relatant au quotidien l'actualité congolaise, enrichie d'anecdotes et d'expériences personnelles. Il y dévoile de manière engagée mais légère les réalités de la vie quotidienne en RDC, dénonçant les dysfonctionnements de son pays. Le texte prime agrémenté de photos qui capturent la vie kinoise. Voulant casser l'image donnée de la RDC qu'il juge souvent trop négative, il met en avant la détermination des Congolais à vouloir changer leurs modes de vie. Les commentaires postés sur son blog, révèlent un intérêt certain des lecteurs congolais et étrangers pour ces informations ancrées dans la réalité.

Contact

Cédric Kalonji

Courriel : info@congoblog.net

<http://cedric.uing.net>

/ PB / InfoSud /

> **Les médias sur le métier**

Le numéro 71 de la revue *Africultures*, coordonné par Thierry Perret, pose la question du rapport qu'entretiennent les médias avec la démocratie. Où en sont les médias ? Qu'ont-ils à dire sur le développement ? Quelle culture véhiculent-ils ? Ce dossier propose une approche globale de la situation, en Afrique, des médias comme lieux (ou non-lieux) de culture : il s'interroge sur le rôle de la presse dans la société, sur sa pratique relative à un idéal émancipateur et sur les rapports encore mal définis entre les médias et la question culturelle, dans un contexte de mondialisation agressive. On y retrouve de nombreuses contributions de chercheurs, journalistes et observateurs des médias, dont Emmanuel Adjovi, Virginie Andriamirado ou Marie-Soleil Frère, ainsi que des entretiens avec Jahman Anikulapo ou Grace Ndiritu. Le livre comporte 232 pages et coûte 22 euros.

Pour le commander : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=numero&no=24864>

5. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

> **Rwanda : Atelier de formation sur les maladies émergentes**

Dix-sept journalistes rwandais de presse écrite et de radio (publics et privés) ont suivi, du 20 au 22 novembre 2007 à Kigali, un atelier de formation sur les maladies émergentes dans le cadre du Programme d'ateliers thématiques de formation sur la santé au Rwanda et du Fonds d'appui aux reportages, financés par l'Institut Panos Paris.

Outre les compétences méthodologiques sur le traitement journalistique des questions de santé, les journalistes formés ont acquis des connaissances notamment sur les maladies cardio-vasculaires, le diabète, les maladies des reins et les cancers. Grâce aux descentes sur le terrain (visites d'hôpitaux et de centres de santé), ils ont pu se rendre compte par eux-mêmes de la réalité de ces maladies dites "émergentes" parmi la population rwandaise. Ils en produiront ensuite des reportages écrits et radiophoniques qui seront diffusés dans leurs médias respectifs.

/ VN / IPP /

> **RDC : Atelier d'élaboration du plan triennal de la FRPC**

Avec l'appui financier de l'Institut Panos Paris et DFID, la Fédération des Radios de Proximité du Congo (FRPC) a organisé du 26 au 28 novembre à Kinshasa un atelier d'élaboration de son plan triennal d'action pour la période 2008-2010, qui vise le renforcement des capacités des radios associatives et communautaires membres de la FRPC.

Six membres de la fédération ont participé à ces assises qui ont abouti aux résultats suivants : la planification des activités pour les 3 prochaines années ; la budgétisation de ces activités et la mise en place d'un chronogramme des activités pour la 1ère année.

Pour rappel, la FRPC a été créée au mois de septembre 2006 et ses organes ont été mis en place en avril 2007 lors de l'atelier de structuration de Mbanza Ngungu. Elle compte actuellement plus de 200 Radios membres réparties en 11 Réseaux Provinciaux.

Le Conseil d'Administration actuel de la FRPC est dirigé par l'Abbé Jean Bosco Bahala et le Secrétariat Exécutif National par M. Rigobert Malalako.

/ SC / IPP /

> RDC : Formation in situ en gestion des entreprises de presse et organisation de la rédaction auprès de six radios de la RDC, membres des P A R I ☆

Afin de poursuivre la dynamique impulsée en juin 2007, Pierre Martinot, expert international expérimenté sur la méthodologie de formation in situ auprès de radios africaines, s'est rendu à Kinshasa du 10 novembre au 6 décembre 2007 pour réaliser une mission de suivi – capitalisation de cette action pilote initiée par IPP.

Pour rappel, cet expert avait conduit à Bruxelles, en juin dernier, une formation à destination des directeurs de trois radios de proximité congolaises. A la suite de cette initiation, les formateurs ont passé chacun cinq semaines dans deux radios pour travailler avec les équipes respectives et apporter un appui managérial et méthodologique adapté à la situation de chaque radio.

Lors de sa mission, Pierre Martinot s'est rendu dans chaque PARI pour rencontrer les bénéficiaires de cette action, évaluer avec eux les résultats obtenus et dresser les perspectives de suivi. Par ailleurs, une rencontre collective a permis de réunir à Kinshasa, les trois formateurs, l'expert et le coordonnateur du projet en vue de réfléchir sur les principaux effets de l'action et d'approfondir certaines notions importantes liées à la gestion d'un organe de presse et l'organisation de la rédaction.

/ SC / IPP /

> RDC : Renforcement des P A R I ☆

Dans le cadre de son projet *d'appui à la reconstruction et à la démocratisation en RDC*, l'IPP vise à renforcer les capacités des Pôles d'Appui aux Radios Indépendantes (P A R I ☆).

Ainsi, afin de professionnaliser le travail des radios indépendantes de RDC via un usage accru des NTCl et le renforcement des connaissances techniques et journalistiques, l'IPP, au cours de ces derniers mois, a poursuivi, à travers sa collaboration avec Amisnet, le renforcement des P A R I ☆ de Lubumbashi, Mbuji Mayi, Kisangani et Bukavu, notamment par l'acquisition et l'installation de matériel et l'amélioration des connexions internet.

Ainsi, du 26 novembre au 21 décembre, l'expert international identifié par IPP, Francesco Diasio, accompagné de deux techniciens, s'est rendu dans les différentes villes afin d'installer les nouveaux équipements et dispenser des formations aux personnels des radios (journalistes et techniciens) pour une meilleure appropriation du matériel fourni.

A Lubumbashi, les 28 et 29 Novembre 2007, treize radios communautaires du Katanga ont bénéficié, chacune, de deux ordinateurs, d'un hybride téléphonique et d'un onduleur. Actuellement toutes les radios du P A R I ☆ Lubumbashi sont mises en réseau, ce qui permet un échange de fichiers par intranet. Une antenne VSAT a également été installée dans l'enceinte de la Radio- phare (RCK), ce qui permettra d'établir très prochainement la connexion internet des radios membres du P A R I ☆ Lubumbashi.

A Bukavu, le 20 décembre 2007, sept ordinateurs, quatre onduleurs et quatre kits téléphoniques hybrides utilisables avec les mixeurs, ont équipé quatre radios communautaires.

Il s'agit des radios *Kahuzi*, *Maendeleo*, *Neno la uzima*, et *Sauti ya Rehema*. L'opération devrait s'étendre, en janvier 2008, aux radios *Apide* de Kamituga, *Mitumba* d'Uvira, *Mulangane* de Walungu, et *Umoja FM* dans la même province du Sud-Kivu.

Le P A R I ☆ Mbuji Mayi, quant à lui, a abrité du 6 au 7 décembre, une formation organisée par l'IPP à l'intention d'une vingtaine de journalistes et techniciens des radios membres de ce PARI. Cette formation a permis de sensibiliser les participants à des méthodes de travail (usage de l'Internet, montage audionumérique, travail en réseaux) susceptibles d'améliorer des activités de synergie entre les radios du PARI Mbuji Mayi et les autres PARI installés à Bukavu, Kisangani et Lubumbashi.

/ SC / DM / FM / IPP /

Comité de rédaction

> Direction

Pascal Berqué, Directeur du programme *Médias pluralistes pour la paix et la démocratie*, Institut Panos Paris,
pascal.berque@panosparis.org

> Coordination et diffusion

Marie-Pierre Liénard, Chargée de communication, Institut Panos Paris, mariepierre@panosparis.org

> Secrétariat de rédaction

66, rue Coenraets
Bruxelles - Belgique
(0)2 535.06.64 ; +32 (0)2 535.06.67 – Fax +32 (0)2 535.06.80
infosud@skynet.be
www.infosud-belgique.info



Infosud

1060
Tél. +32
Courriel :
Site web :

> Correspondants

Burundi : Edmond Toyi

Cameroun : Julien Chongwang

Centrafrique : Jules Yanganda

Congo : Annette Kouamba

Gabon : Isaak Mackanga

Guinée Équatoriale : Rodrigo Angue Nguema

République démocratique du Congo : Valère Odio (Bandundu), Michel Aveledi (Bas Congo), Gabriel-Bernard Ohanu (Equateur), Anne-Marie Kasenga (Kasaï Occidental), Innocent-Prosper Mbumba (Kasaï Oriental), Frank Baku (Kinshasa), Doudou Soloi (Katanga), Dieudonné Malékéra (Sud-Kivu), Shabani Mwanaomba (Maniema), Patient Ndoole (Nord Kivu), Flory Ngongo (Province Orientale)

Rwanda : Venant Nshimyumurwa

Tchad : Laoro Gondjé

> Graphisme et mise en forme

Chantal Fitoussi, Conceptrice-réalisatrice internet
www.chantalfitoussi.net

> Contact et diffusion

Institut Panos Paris - 10, rue du Mail - 75002 Paris (France)
Tél. (331) 40 41 05 50 - Fax (331) 40 41 03 30
Email : communication@panosparis.org

Partenaire et soutien

